

MLC facilities

7 rue Alexander Fleming
21121 Ahuy
contact@mlc-facilities.fr



DIRECTION INTERRÉGIONALE DES SERVICES PÉNITENTIAIRES
Département des Affaires Immobilières de Dijon
72A rue d'Auxonne
BP 13331
21033 DIJON

Centre de Semi-liberté (CSL) 7 cours Jean Dupont 45200 MONTARGIS

***Travaux de mise en conformité accessibilité (AD'AP)
Cahier des Clauses Techniques Particulières***

***Lot 2 : SERRURERIE - MÉTALLERIE
MENUISERIES INTÉRIEURES – EXTÉRIEURES - MOBILIER
SIGNALISATION DE REPÉRAGE - BANDE DE VIGILANCE***

SOMMAIRE

1	PRÉSENTATION	4
1.1	OBJET DU MARCHÉ.....	4
1.2	INTERVENANTS.....	4
1.3	CONNAISSANCE DES LIEUX	5
1.4	SOUS TRAITANCE	5
1.5	OBLIGATIONS DES ENTREPRISES	5
1.6	NORMES, RÈGLEMENTS ET AVIS TECHNIQUES.....	5
1.7	DÉPENSES DIVERSES	5
1.8	RÉGLEMENTATION PÉNITENTIAIRE APPLICABLE ET LEXIQUE :	5
2	OBSERVATIONS GÉNÉRALES	7
2.1	ÉTENDUE DES TRAVAUX	7
2.2	SITE OCCUPÉ.....	7
2.3	ACCÈS À L'ÉTABLISSEMENT	7
2.4	OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR.....	8
2.5	COORDINATION.....	8
2.6	CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE.....	9
2.7	RESPONSABILITÉ DE L'ENTREPRISE.....	9
3	ORGANISATION DU CHANTIER	10
3.1	PERSONNEL ET RESPONSABLE.....	10
3.2	RENDEZ-VOUS DE CHANTIER	10
3.3	COMPTE RENDU DE CHANTIER	10
3.4	ORGANISATION – AIRE DE STOCKAGE	10
3.5	HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.....	10
3.6	NETTOYAGE DE CHANTIER – ENVIRONNEMENT – PROTECTION DES PERSONNES.....	11
3.7	ÉVACUATION DES DÉCHETS	12
3.8	CAROTTAGES	12
3.9	TRAVAUX PRÉPARATOIRES	12
3.10	OPÉRATIONS PRÉALABLES À LA RÉCEPTION.	12
3.11	ESSAIS ET RÉCEPTIONS	12
3.11.1	Autocontrôles	12
3.11.2	Réception des installations	13
3.12	LEVÉE DE RÉSERVES ET GPA.....	13
4	TRAVAUX PRÉPARATOIRES	14
4.1	PRÉPARATION DE CHANTIER :	14
4.2	ORGANISATION DU CHANTIER ET ZONE DE STOCKAGE	14
4.3	ÉTUDES D'EXÉCUTION :	14
4.4	DOSSIER DES OUVRAGES EXÉCUTÉS DOE COMPLET YC FORMATION / TRANSMISSION DES INSTALLATIONS	15
4.5	NETTOYAGE QUOTIDIEN DU CHANTIER COMPRIS ÉVACUATION DES DÉCHETS	15
5	DESCRIPTION DES OUVRAGES	16
5.1	DÉCONNEXION/NEUTRALISATION/DÉPOSE	16
5.2	FOURNITURE ET POSE DE GARDE-CORPS ET MAINS COURANTES	16
5.3	PORTES – HUISSERIES.....	17
5.3.1	Portes CR3.....	17
5.3.2	Bloc porte RIEP.....	18
5.3.3	Menuiserie intérieure bois	18
5.3.4	Serrure renforcée Deny 11852	18
5.4	DIVERS	18
5.4.1	Dépose et repose des boîtes aux lettres à 1.3m.....	18
6	MOBILIER	19
6.1	POSE DE PATÈRES	19
6.2	MOBILIER DE LITS	19
6.3	MOBILIER ARMOIRES RGT.....	19
6.4	MOBILIER BUREAU.....	19
6.5	BULLE MIROIR D'ANGLE	19
7	Signalisation de REPÉRAGE et bande d'ÉVEIL à la vigilance	20

7.1	SIGNALISATION DE REPÉRAGE NEZ DE MARCHE ET CONTREMARCHE DE LA 1ERE ET DERNIÈRE MARCHE.....	20
7.2	BANDE D'APPEL A VIGILANCE.....	20
7.3	NETTOYAGE AU FIL DE L'EAU	20

LOT 2 : SERRURERIE - MÉTALLERIE MENUISERIES INTÉRIEURES – EXTÉRIEURES - MOBILIER SIGNALISATION DE REPÉRAGE - BANDE DE VIGILANCE

1 PRÉSENTATION

1.1 OBJET DU MARCHÉ

Le présent document a pour objet le descriptif des travaux de mise en conformité accessibilité PMR (AD'AP) du centre de semi-liberté (CSL) 7 cours Jean Dupont 45200 MONTARGIS.

Plus particulièrement concernant le lot serrurerie, métallerie, élévateur - rampe automatique, menuiseries intérieure et extérieures, mobilier, signalisation de repérage, bande de vigilance :

- Dépose des garde-corps et mains courantes
- Fourniture et pose de garde-corps - main courante
- Dépose et repose des boîtes aux lettres ht entre 0,90 et 1,30m
- Remplacement d'un avaloir cour de promenade
- Pose d'huissierie et bloc porte Lg 0,80
- Pose d'huissieries et blocs portes Lg 0,80 + ferme portes RIEP
- Reprise de cloisons complémentaires
- Pose de patères
- Fourniture et pose de mobiliers (lits, armoires, bancs...)
- Signalisation de repérage - nez de marche et contremarche 1ère et dernière marche
- BEV - bande d'éveil à la vigilance (BEV incrustée dans le revêtement de sol par fixations mécaniques)

1.2 INTERVENANTS

Désignation	Intervenant	Contact
Maître d'ouvrage	Direction interrégionale des services pénitentiaires 72A rue d'Auxonne BP13331 21033 DIJON	Jordan DEBORTOLI 03 45 34 10 76 jordan.debortoli@justice.fr
Exploitant	Centre de Semi-liberté (CSL) 7 cours Jean Dupont 45200 MONTARGIS	
Maître d'œuvre	MLC FACILITIES 7 rue A. Fleming – 21121 AHUY	✉ moe@mlc-facilities.fr
Bureau de Contrôle		
CSPS	VERITAS	Benoît LALLINEC benoit.lallinec@bureauveritas.com

1.3 CONNAISSANCE DES LIEUX

Le titulaire du présent marché et ses éventuels sous-traitants sont tenus de connaître les lieux et ne sauraient se prévaloir ultérieurement d'une connaissance insuffisante du site et de tous les éléments locaux existants tels que nature des sols, moyens d'accès, sécurité, état des installations existantes, etc.

Sauf avis contraire du règlement de consultation, la visite est obligatoire (se reporter au règlement de consultation pour les modalités de visite).

1.4 SOUS TRAITANCE

La sous-traitance d'une partie de lot n'entrant pas dans la compétence de l'entreprise est soumise à l'agrément préalable du Maître de l'Ouvrage, qui le notifie à la Maîtrise d'œuvre. Elle ne dégage pas l'Entrepreneur de sa responsabilité de l'ensemble des travaux.

1.5 OBLIGATIONS DES ENTREPRISES

L'Entrepreneur doit des ouvrages offrant une parfaite finition et reste seul responsable de l'exécution des travaux inclus dans le présent lot, ainsi que leur tenue dans le temps. Dans son offre, l'Entrepreneur aura prévu la totalité des équipements nécessaires au bon fonctionnement de ses installations. Chaque entreprise doit son propre nettoyage et l'évacuation des gravats aux décharges publiques. Les Entrepreneurs ne pourront se prévaloir d'erreur ou d'omission dans le présent cahier des charges pour proposer ou exécuter une prestation incomplète et non conforme aux règles de l'Art et différents règlements et avis techniques. Dans tous les cas, l'interprétation finale appartiendra à la Maîtrise d'œuvre.

1.6 NORMES, RÈGLEMENTS ET AVIS TECHNIQUES

Les travaux devront, pour tous les intervenants, être exécutés conformément aux textes officiels, normes, règlements, DTU, préconisations des fabricants, avis techniques et règles de l'Art en vigueur.

Il sera fait application des textes suivants (liste non exhaustive) :

- Le R.E.E.F. du C.S.T.B ainsi que les DTU et ses mises à jour à la date du marché.
- Le règlement d'accessibilité & de sécurité contre l'incendie dans les établissements recevant du public.
- Le code du travail, et notamment en ce qui concerne la sécurité des accès et d'entretien du matériel.
- Tous les appareils installés seront soumis à la norme française en vigueur ainsi qu'aux normes et directives européennes en vigueur.

1.7 DÉPENSES DIVERSES

Les frais occasionnés par la consommation d'eau et d'électricité pour les besoins du chantier seront à la charge de l'Exploitant.

1.8 RÉGLEMENTATION PÉNITENTIAIRE APPLICABLE ET LEXIQUE :

- Arrêté du 29 décembre 2016 relatif à l'accessibilité des établissements pénitentiaires existants aux personnes handicapées
- Arrêté du 18 juillet 2006 portant approbation des règles de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements pénitentiaires et fixant les modalités de leur contrôle
- Circulaire de la DAP n° 700020 du 12 janvier 2007 relative à l'application de l'arrêté du 18 juillet 2006 portant approbation des règles de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements pénitentiaires et fixant les modalités de leur contrôle

DAP - Direction de l'Administration Pénitentiaire :

Placée sous l'autorité du garde des Sceaux depuis 1911, l'administration pénitentiaire est l'une des cinq directions du ministère de la Justice.

Les centres de semi-liberté (CSL)

Les centres de semi-liberté reçoivent des détenus sous le régime de la semi-liberté ou éventuellement du placement extérieur. Ils peuvent quitter l'établissement pénitentiaire dans la journée pour des activités ayant pour objectif une réinsertion (travail, formation), mais dorment au sein de l'établissement pénitentiaire chaque nuit.

PEP :

Poste d'Entrée Principal ou Porte d'Entrée Principale

PCI :

Poste de Centralisation de l'Information

Greffe :

À l'entrée en détention, le passage au greffe permet la prise de mesures anthropométriques (photo et empreintes), le dépôt des affaires personnelles et l'enregistrement du dossier

SAS ou Effet de SAS :

Ce sont les deux portes d'un sas qu'on ne peut ouvrir qu'alternativement, jamais les deux à la fois. Système de franchissement verrouillable ou déverrouillable à distance selon le besoin des mouvements de détenus

Visiteurs :

Tout individu ne faisant pas partie du personnel, visiteurs, avocats, familles, bénévoles, intervenants d'associations qui rencontrent les détenus

PMR & UFR :

Personne à Mobilité Réduite et Usager en Fauteuil Roulant

2 OBSERVATIONS GÉNÉRALES

L'ensemble des spécifications et prescriptions techniques définies ci-après s'applique pour l'ensemble des articles des présents CCTP. Les compléments descriptifs au sein de chaque article viennent en complément de ces prescriptions.

L'entreprise devra donc incorporer dans son prix unitaire de chaque article les prestations décrites ci-après. Sauf stipulations expresses au présent descriptif, les travaux seront conformes à l'ensemble des règles, D.T.U, cahiers des charges du C.S.T.B, normes en vigueur à la signature des marchés, ainsi qu'à tous les textes législatifs et réglementaires en vigueur applicables à l'Ouvrage objet du présent CCTP.

2.1 ÉTENDUE DES TRAVAUX

D'une manière générale, l'entrepreneur doit la réalisation de tous les ouvrages tels qu'indiqués aux plans et au présent CCTP. Il doit également tous les travaux qui, bien que non explicitement décrits, découleraient d'une façon logique des prestations dues ainsi que la mise en œuvre de tous les ouvrages et accessoires nécessaires à la bonne finition de ses travaux.

Tout travail produisant un bruit important fera objet de coordination avec l'équipe de maîtrise d'œuvre, le maître d'ouvrage et le CSPS. L'Entrepreneur est réputé avoir pris parfaite connaissance des travaux à effectuer, de leur nature ainsi que de leur importance et reconnaît avoir suppléé, par les connaissances professionnelles de sa spécialité, aux détails qui pourraient être omis dans les différentes pièces contractuelles du dossier. Tous les travaux sont inclus quels que soient les méthodes et le matériel nécessaire, y compris l'évacuation et la mise en décharge.

2.2 SITE OCCUPÉ

L'entreprise est tenue de se faire confirmer auprès de la maîtrise d'œuvre et du maître d'ouvrage, toutes les informations concernant le phasage des travaux, le balisage, les barrières délimitant les zones publiques, des zones de chantier.

Les travaux seront réalisés en site occupé. Toutes les dispositions devront être prise pour permettre l'exploitation de l'établissement, en limitant les nuisances et en maintenant l'établissement en sécurité. Il est entendu que tout ou partie des travaux pourront s'exécuter en horaires décalés.

Étant donné la sensibilité de l'établissement, le Maître d'Ouvrage pourra décaler une intervention si cela s'avère nécessaire, pour la sécurité du site.

Les plans d'exécution devront être visés par la maîtrise d'œuvre, et le bureau de contrôle, avant toute intervention.

L'entreprise devra un nettoyage quotidien.

Les références techniques du matériel proposé par le présent lot devront être visées par la maîtrise d'œuvre avant toute commande.

Sauf livraisons encombrantes, à ce jour, les véhicules ne pourront pas rentrer dans l'enceinte de la maison d'arrêt.

Les travaux préparatoires se feront dans les sous-sols ou à l'extérieur de la maison d'arrêt (zone neutre).

2.3 ACCÈS À L'ÉTABLISSEMENT

L'entreprise devra présenter une liste du personnel susceptible d'intervenir dans l'établissement dès que possible.

L'accès de chaque intervenant est soumis à l'approbation du chef d'établissement. Ainsi, préalablement à chaque intervention, l'entreprise fournira :

- L'identité de chaque intervenant
- La lecture et l'approbation du cadre de sûreté et de ses annexes
- La nature des prestations à réaliser
- L'inventaire écrit complet des trousseaux à outils et des matériels à faire entrer dans l'établissement
- Les véhicules n'auront pas accès à l'intérieur de l'établissement, sauf cas exceptionnel de livraison / évacuation de matériels. Pour ce faire, la carte grise devra être fournie préalablement dans les mêmes délais.

Si l'accès du personnel est renouvelable concernant son identité, la partie matérielle est à renseigner dans une fiche d'intervention chaque semaine, en prenant en compte que la première demande pourra être validée sous deux semaines.

Les plannings de coupure de réseaux, de livraison, ou d'intervention exceptionnelle seront fournis dans les mêmes délais.

À noter que dans ce type d'établissement la sécurité de tous est prioritaire, le maître d'ouvrage et plus particulièrement le chef d'établissement pourra décider d'annuler ou décaler n'importe quelle tâche ou intervention. Ces dispositions sont réputées incluses dans l'offre de l'entreprise.

2.4 OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR

Le présent lot est traité à PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE. Celui-ci doit être déterminé conformément au Dossier de Consultation des Entreprises.

L'Entrepreneur devra remettre un prix forfaitaire comprenant, outre ce qui est décrit dans les bordereaux de prix descriptifs, tout le matériel, les fournitures, les études et ouvrages de toutes nature ainsi que la main d'œuvre pour livrer un ouvrage entièrement terminé quant à sa partie spécialisée et décrite dans son lot.

S'il estime qu'il y a dans le dossier de consultation des omissions, erreurs ou non conformités avec la réglementation en vigueur qui le conduisent à modifier ou à compléter les dispositions prévues dans ce dossier, l'entrepreneur devra se renseigner auprès du MOA pour tout ce qui lui paraît douteux ou incomplet.

Il devra en tenir compte dans l'établissement de son prix et signalera ces points sur la plateforme de dématérialisation en phase consultation, dans les délais impartis, afin que le nécessaire soit fait pour modifier le DCE le cas échéant.

Il est spécifié que le prix remis par l'Entrepreneur devra être invariable et qu'il ne pourra arguer d'une omission ou erreur, soit au bordereau de prix, descriptif ou autres pièces, soit de sa part, pour prétendre à supplément sur le prix forfaitaire de son marché, ou pour se dispenser d'exécuter un ouvrage de sa spécialité nécessaire pour la finition parfaite et la stabilité des existants selon les règles de l'art des travaux projetés.

Dans la description qui va suivre, le Maître d'Œuvre s'est efforcé de renseigner l'Entrepreneur sur la nature des travaux à exécuter, leurs dimensions et leurs emplacements, mais il convient de signaler que cette description n'a pas un caractère limitatif.

2.5 COORDINATION

Une parfaite collaboration devra exister avec l'ensemble des compagnons, co-traitants, et sous-traitants éventuels. Les informations quant à l'étendue des travaux précités seront données pendant la phase chantier. L'Entrepreneur devra vérifier toutes les cotes et implantations sur le chantier, pour toutes les réservations et fixations nécessaires.

L'Entrepreneur sera seul responsable des erreurs qu'il aurait constatées et non dénoncées aux intéressés, ainsi que les modifications qu'entraîneraient pour lui ou pour un quelconque corps d'état un oubli ou l'inobservation de cette clause.

2.6 CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE

Tous les appareillages seront fixés à l'aide de vis INOX inviolables. L'outil adapté sera fourni à l'établissement.

Note : dans certaines zones les plafonds métalliques sont solidarisés, ils devront être remis à l'état initial à l'issue des travaux

Une attention particulière sera portée aux nuisances sonores et aux poussières (sas de protection, polyane, linge humide etc...).

2.7 RESPONSABILITÉ DE L'ENTREPRISE

En toutes circonstances, l'Entrepreneur demeure seul responsable de tous dommages ou accidents causés lors de l'exécution de ses travaux, résultant, soit de son propre fait, soit de son personnel.

Pendant l'ensemble de la durée des travaux, l'entreprise sera responsable de la conservation et du maintien en bon état des matériaux, matières premières, matières ouvrées, matériels, engins, outillage et installation de tous ordres du chantier, ainsi que des ouvrages.

Si des vols, détournements, dégradations, avaries, dommages, pertes ou destructions se produisent pendant le cours des travaux, soit du fait des ouvriers ou préposés d'une entreprise, soit du fait des personnes qui auraient pu s'introduire sur le chantier, il appartient aux entrepreneurs responsables des lieux, des matériaux, des matières premières, matières ouvrées, matériels, engins, outillages, installations ou ouvrages effectués, d'en rechercher et poursuivre les auteurs et d'en assurer les réparations.

En outre, les entrepreneurs devront, avec toutes les précautions nécessaires, le déplacement et le stockage à l'intérieur de l'établissement (à un emplacement déterminé par le Maître d'Œuvre en accord avec le Chef d'établissement) du mobilier, le démontage et le stockage des stores, rideaux, luminaires, etc...leurs protections, leur nettoyage lors du remontage, de la repose ou de la remise en place.

Ils sont tenus de remettre en état ou de réparer ou de remplacer à leurs frais, les ouvrages qui auraient été endommagés, quelle que soit la cause du dégât et sauf leurs recours éventuels contre tout tiers responsable, le Maître d'Ouvrage demeurant en toute hypothèse, complètement étranger à toutes contestations ou répartitions des dépenses. Ils devront également prendre toutes les dispositions pour éviter tout accident de personne, sur ou aux abords du chantier.

Aucune indemnité ne peut être allouée aux entrepreneurs pour les pertes, avaries, dommages dus à leur négligence, leur imprévoyance, le défaut de précaution ou de moyens ou les fausses manœuvres.

Si les travaux viennent à être interrompus, pour quelque cause que ce soit, les entrepreneurs doivent protéger les constructions et ouvrages réalisés contre les dégâts qu'ils pourraient subir, sans frais supplémentaire pour le Maître d'Ouvrage.

3 ORGANISATION DU CHANTIER

3.1 PERSONNEL ET RESPONSABLE

L'Entreprise doit nommer un responsable de projet ainsi qu'un suppléant qui reste informé de toutes les phases du montage.

Le responsable du chantier assiste à toutes les réunions de chantier. L'Entreprise maintient sur le chantier un chef responsable qui est continuellement présent sur le site pendant les heures de travail.

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de demander le remplacement de l'une ou de ces deux personnes s'il estime que leur travail ne donne pas satisfaction.

Le personnel responsable doit faciliter la visite du chantier par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Œuvre, sur simple demande de ceux-ci.

3.2 RENDEZ-VOUS DE CHANTIER

Un rendez-vous général de chantier aura lieu à une fréquence définie par le Maître d'œuvre en fonction de la nécessité, au jour et à l'heure qui seront arrêtés d'un commun accord à l'ouverture du chantier.

Il est obligatoire et tous les Entrepreneurs sont tenus d'y assister ou de s'y faire représenter par un Conducteur de Travaux qualifié et permanent, ayant pouvoir de décision.

Tout Entrepreneur absent sans raison valable et sans autorisation préalablement fournie par le Maître d'Œuvre supportera une pénalité sur le montant de son Marché, par absence.

Ces pénalités seront comptabilisées par le Maître d'Œuvre à chaque rendez-vous et la déduction sera automatiquement appliquée sur les comptes définitifs de fin de chantier.

3.3 COMPTE RENDU DE CHANTIER

Les rendez-vous de chantier feront l'objet de procès-verbaux établis et diffusés à l'Entreprise par le Maître d'Œuvre.

Sans observation écrite sous 5 jours, les compte-rendu seront considérés acceptés sans réserve par les participants, qu'ils aient été présents ou absents à la réunion de chantier, et deviendront donc contractuel.

Le titulaire du présent lot devra veiller à faire consigner au compte-rendu de chantier toutes les adaptations apportées en phase travaux et toutes les observations qui pourraient servir à la conduite ou aux règlements ultérieurs de travaux.

3.4 ORGANISATION – AIRE DE STOCKAGE

Les aires de stockage seront impérativement implantées sur les zones qui seront réservées à cet effet. Aucun stockage de matériel ne sera admis en dehors des zones où il est prévu d'être installé.

Dans tous les cas, celui-ci devra être fait de façon à ne pas perturber l'exploitation du site.

Les délais d'intervention pour le présent lot sont consignés dans le calendrier détaillé d'exécution de l'opération, tout dépassement de ces délais entraînerait l'application des pénalités prévues au CCAP.

3.5 HYGIÈNE ET SÉCURITÉ

PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE SANTÉ DES TRAVAILLEURS

L'opération est soumise à l'observation de la réglementation en matière de sécurité et de santé des travailleurs.

Chantiers de bâtiment et de génie civil « d'entretien usuel » :

Le décret n° 92-158 du 20 février 1992 complétant le code du travail et fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité est applicable. Il prévoit l'établissement d'un plan de prévention.

Chantiers de bâtiment et de génie civil dits « clos et indépendants » :

Le décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, pris en application de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 est applicable.

L'entreprise tiendra compte de l'intervention et des prescriptions éventuelles du coordinateur santé-sécurité, en application des textes précités.

ÉVALUATION DES RISQUES POUR LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS

En cas de présence de plomb, d'amiante ou de toute autre substance dangereuse, l'entrepreneur devra prendre toutes les précautions nécessaires afin d'assurer la protection des travailleurs, conformément notamment :

- Au décret n° 2001-1016 du 5 novembre 2001 portant création d'un document relatif à l'évaluation des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs.
- A la circulaire n° 6 DRT du 18 avril 2002 – application du décret n° 2001-1016 portant création d'un document relatif à l'évaluation des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs.
- L'entreprise doit s'informer auprès du chef d'établissement en se faisant remettre notamment la fiche récapitulative du DTA (en cours de diagnostic)
- L'entreprise titulaire du marché devra disposer de l'accréditation d'intervention en sous-section 4, et avoir le personnel habilité pour les interventions sur l'amiante en sous-section 4.
- L'entreprise devra au préalable sur d'autres chantiers avoir réalisé des chantiers tests valides pour les types d'interventions qu'elle réalisera sur ce chantier
- L'entreprise en charge des travaux sur les matériaux amiantés devra prendre connaissance du PGC annexe, et respectera l'ensemble des prescriptions décrites dans le Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante.
- Dans le cadre des opérations susceptibles d'exposer son personnel aux poussières de plomb, elle devra impérativement prendre les précautions précisées dans le pgc et fournir un mode opératoire détaillé de ses interventions.

3.6 NETTOYAGE DE CHANTIER – ENVIRONNEMENT – PROTECTION DES PERSONNES

Nettoyage de chantier

- L'entreprise doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé.
- L'entreprise a la charge de l'évacuation de ses propres déblais jusqu'aux lieux de stockage fixés par le MOE ou à la décharge publique.
- L'entreprise a la charge du nettoyage, de la réparation et la remise en état des installations qu'ils a salies ou détériorées.
- L'entreprise a la charge de l'enlèvement des déblais stockés et de leur transport aux décharges publiques, au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

Protection des biens et de l'environnement

- L'entreprise prend toutes les dispositions nécessaires pour éviter toute dégradation des voiries, édifices, biens et de l'ouvrage jusqu'à la réception sans réserve des travaux.
- L'entreprise doit toutes les dispositions et sujétions relatives à la protection de l'environnement. En cas d'atteinte à l'environnement ou de dégradation, l'entreprise supporte tous les frais de nettoyage, dépollution et remise en état.
- L'entreprise doit la réfection à l'identique de toutes les parties de voies, édifices publiques ou privés endommagés par suite de l'exécution des travaux.
- L'entreprise doit la réfection dans les règles de l'art de toute partie de l'ouvrage objet du présent

marché endommagée par suite de l'exécution des travaux.

Protection des personnes

- L'entreprise doit assurer la sécurité des biens et des personnes conformément à la réglementation en vigueur, aux directives de la CARSAT, de l'OPPBTP. Toutes les sujétions qui en découlent sont réputées incluses dans les prix.
- L'entreprise rédige un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) conforme aux directives ci-dessus et le soumettre à l'avis des organismes concernés par la sécurité et la santé au travail.

D'une manière générale, toute disposition visant à éviter tout affaissement, mouvement, désordre des ouvrages mais également la chute de matériel, du personnel sera à prévoir à ses frais. Tous ces matériels et dispositifs relèvent de l'entière responsabilité de l'entreprise.

3.7 ÉVACUATION DES DÉCHETS

Chaque entrepreneur procède au tri de ses déchets de construction et se charge de leur évacuation. La location des bennes, l'enlèvement et le transport sur les sites susceptibles de recevoir les déchets, sont à la charge de l'entreprise.

3.8 CAROTTAGES

Les carottages et percements sont à prévoir par le présent Lot. Les demandes de réservations seront à fournir au lot Maçonnerie au moins un mois avant l'exécution des travaux concernés. En l'absence de demande en temps et en heure ils seront assumés par le présent lot.

3.9 TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Les prestations à la charge du titulaire comprendront implicitement :

- Le transport et l'amenée à pied d'œuvre de tous les matériaux, produits et matériels nécessaires à la réalisation des travaux
- Les échafaudages et plates-formes pour travaux en hauteur
- Les démolitions de toutes natures et enlèvement vers les décharges spécialisées
- Les études techniques pour la réalisation des ouvrages
- Les réservations nécessaires aux autres corps d'état.
- Le nettoyage des ouvrages pour la livraison et la réception.
- L'enlèvement hors du chantier de tous les déchets et gravois en provenance de ces travaux.
- Toutes autres prestations et fournitures accessoires nécessaires à la finition complète et parfaite des ouvrages du présent lot.

3.10 OPÉRATIONS PRÉALABLES À LA RÉCEPTION.

Ces dispositions porteront sur la reconnaissance des ouvrages exécutés, les épreuves et essais.

En tout état de cause, la réception ne pourra être prononcée si la sécurité des intervenants ne peut être assurée ou si les installations ne sont pas exploitables.

3.11 ESSAIS ET RÉCEPTIONS

3.11.1 AUTOCONTRÔLES

Préalablement à la réception des installations, l'entreprise réalisera les essais de tous les équipements mis en œuvre et fournira ses autocontrôles justifiants le fonctionnement des appareils et des installations mis en œuvre, conformément à la demande.

La transmission des installations Fourniture d'un carnet d'autocontrôles fonctionnement justifiant le bon fonctionnement des installations.

3.11.2 RÉCEPTION DES INSTALLATIONS

La réception des installations aura pour but d'évaluer la conformité des travaux réalisés en accord avec les spécifications techniques, règles de l'art et normes en vigueur.

Cette réception sera effectuée en présence du Maître d'Ouvrage ou de son représentant et fera l'objet d'un PV de réception des installations.

L'ensemble des travaux effectués seront contrôlés :

- Cheminements ajoutés et réutilisés
- Quantitatifs installés
- Respect des spécifications de pose et de raccordement
- Conformité des restitutions coupe-feu
- Installations au regard de la réglementation
- Dossier des ouvrages exécutés
- Repérage durable de l'installation
- Transmission des installations et formation du personnel en charge de sa maintenance

3.12 LEVÉE DE RÉSERVES ET GPA

Lors de l'émission du PV de réception, un délai de levée des réserves constatées sera défini.

Une visite de levée de réserve aura lieu en présence du Maître d'Ouvrage ou de son représentant afin de constater l'achèvement complet des travaux.

Après émission du rapport final des organismes de contrôle et proposition de réception du Maître d'œuvre (EXE5), tous les travaux nécessaires et complémentaires à la levée des réserves seront à la charge du titulaire.

Il est rappelé que l'obligation de résultat de l'entrepreneur (principal ou sous-traitant) persiste pour les désordres réservés jusqu'à la levée des réserves, même après l'expiration de la garantie de parfait achèvement.

4 TRAVAUX PRÉPARATOIRES

4.1 PRÉPARATION DE CHANTIER :

L'entreprise sera tenue de réaliser l'ensemble des repérages nécessaires permettant de réaliser ses ouvrages, comprenant les opérations de manutention et mesures conservatoires :

- Consignation installations existantes, signalisation et balisage
- Repérage des installations
- Organisation des travaux, manutention et mesures conservatoires

4.2 ORGANISATION DU CHANTIER ET ZONE DE STOCKAGE

Le stockage des fournitures se fera aux risques et périls de l'entreprise et sur des zones définies par l'établissement. La possibilité de l'utilisation des sanitaires de l'établissement par les ouvriers impose à l'entrepreneur la nécessité de veiller à ce que les sanitaires ne subissent pas de détérioration ou ne soient pas salis anormalement par le personnel de l'entreprise.

Zone de stockage :

En fonction du volume et de la durée de ses travaux, l'entreprise prévoira l'installation d'une zone de stockage délimitée par des palissades de chantier. La surface nécessaire pour la zone de stockage sera à préciser et à confirmer durant les premières réunions de chantier. Aucun autre point de stockage tampon ne sera mis à disposition des entreprises au sein des zones de détention.

4.3 ÉTUDES D'EXÉCUTION :

Pendant la période de préparation et avant toute mise en œuvre et fabrication, l'entreprise fournira son dossier d'exécution complet incluant les plans et documents d'exécution nécessaires à la réalisation des travaux, afin de recevoir l'approbation de l'équipe de Maitrise d'Œuvre et de la Maitrise d'Ouvrage.

L'acceptation par le Maître de l'Ouvrage du projet présenté, ainsi que de tous les calculs et dessins graphiques s'y rattachant, ne diminue en rien la responsabilité de l'Entrepreneur, qui reste soumis à une obligation de résultat. L'entrepreneur contrôlera les cotes exactes en situation et sera tenu d'adapter ses ouvrages en conséquence après signalement au Maître d'Œuvre.

Le dossier d'exécution devra être fourni dans son intégralité pendant la période de préparation.

- Plans d'implantation
- Plan de réservations
- Coupes
- Planning
- Notes de calculs
- Présentation au bureau de contrôle

L'entreprise proposera un planning d'intervention détaillé en accord avec le phasage des travaux défini.

4.4 DOSSIER DES OUVRAGES EXÉCUTÉS DOE COMPLET YC FORMATION / TRANSMISSION DES INSTALLATIONS

2 semaines avant les OPR, l'entreprise fournira le DOE récapitulant l'ensemble des ouvrages mis en œuvre et les plans de recollement des nouveaux réseaux en 3 exemplaires papier + 1 version sur clé USB. Ce dossier sera préalablement transmis au MOE pour validation avant envoi au MOA.

Il comprendra tous les éléments nécessaires à la bonne compréhension de l'installation, son utilisation, sa maintenance et son évolution future, à minima :

- Plans complets des installations aux formats .pdf et .dwg
- Procès-verbal de classement au feu des matériaux
- Fiches techniques des équipements installés
- Notices d'entretien
- Notes et calculs techniques
- Notice de transmission des installations

4.5 NETTOYAGE QUOTIDIEN DU CHANTIER COMPRIS ÉVACUATION DES DÉCHETS

Le nettoyage des ouvrages sera réalisé à l'issue de chaque prestation / zone d'intervention.

Le nettoyage intérieur, concerne (liste non limitative) :

- L'ensemble des menuiseries extérieures et intérieures,
- L'ensemble des vitres
- L'ensemble des sols et leurs plinthes
- Les revêtements verticaux y compris la faïence,
- La quincaillerie : bouton de portes, béquilles, etc....,
- L'appareillage électrique,

NOTA IMPORTANT :

Si le nettoyage est jugé insuffisant lors de la réception de l'ouvrage, le Maître d'œuvre pourra, s'il juge nécessaire, faire réaliser les travaux complémentaires de nettoyage par une entreprise spécialisée et ce, à la charge exclusive de l'entreprise titulaire du présent lot.

5 DESCRIPTION DES OUVRAGES

5.1 DÉCONNEXION/NEUTRALISATION/DÉPOSE

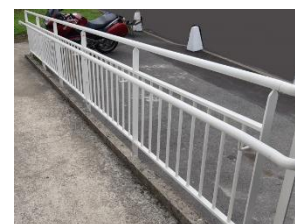
- Les études, dessins d'exécution et de détail des ouvrages.
- La fourniture des matériaux constituant les ouvrages décrits.
- La fabrication en atelier, le transport à pied d'œuvre, le stockage, la pose, le réglage et l'ajustage des ouvrages prescrits au présent document.
- La fourniture des pattes à scellement.
- La fourniture et pose des chevilles, douilles auto-foreuses, écrous auto cassants, et autres systèmes de fixation ainsi que des taquets de calage.
- Les scellements au pistolet et les soudages des fixations nécessaires.
- La fourniture des parcloles.
- La fourniture en profilés élastomères nécessaires à la pose des vitrages.
- Le traitement antirouille ou de surface des métaux, la protection provisoire des ouvrages livrés finis sur le chantier.
- La fourniture et pose des joints plastiques destinés à assurer l'étanchéité entre la structure de façade et les ouvrages décrits au présent document
- Le réglage et l'ajustage des ouvrages aux jeux prescrits.
- La fourniture et pose des quincailleries, y compris les huilages et graissages nécessaires.
- Le contrôle du bon fonctionnement des ouvrants avant la réception

5.2 FOURNITURE ET POSE DE GARDE-CORPS ET MAINS COURANTES

L'entreprise assurera la dépose et l'évacuation avec soin des mains courantes et garde-corps existants le long des murs et escaliers.

Elle assurera après réfection des parois, la fourniture, pose et fixation (murale sur platine ou poteaux scellés) de mains courantes et garde-corps métalliques en acier à peindre – de diamètre 42mm :

- De part et d'autre des escaliers + une centrale dès lors que l'escalier dispose d'une largeur supérieure à 1.20m
- Elles seront toutes prolongées horizontalement de la longueur d'une marche et/ou giron supplémentaire en pied et en haut de l'escalier. Le tout sans créer d'obstacle à la circulation.
- Hauteurs comprises entre 0.80m & 1.00m du sol
- Garde-corps acier prémonté en usine et ajustement sur place
 - Main courante murale, acier diamètre 42,4 mm pour une excellente ergonomie.
 - Garde-corps acier 4 barres avec poteaux design pour terrasse, escalier, balcon...
 - Matière : Inox 304 brossé grain 220
 - Finition : Brossé : aspect satiné mat
 - Possibilité de pose : Sur le dessus – française
 - Support de main courante : Conique orientable, esthétique et robuste
 - Hauteur avec main courante : 1010 mm - 1,01 mètre
 - Type de main courante : Ronde diamètre 42,4 mm – ergonomique
 - Type de poteaux : Ronds diamètre 42,4 mm
 - Remplissage : barres diamètre 12 mm
 - Résistance à la corrosion : Excellente à l'intérieur comme à l'extérieur
 - Entraxe maxi entre poteaux : 1500 mm - 1,5 mètre
 - Platine d'ancrage : Rectangulaire 70 x 130 mm, 4 trous de fixation pour \varnothing 8 mm



- Supports de barres : Orientables à 360° avec verrouillage
 - Conformité garde-corps : Conforme aux normes NF-P01 012 et NF-P01 013
 - Règlementation construction : Respecte la norme NF-P01 012 pour une hauteur de chute inférieure ou égale à 1 mètre
 - Les garde-corps et mains courantes existants pourront être conservés et mis en conformité.
 - L'entreprise devra prévoir les fixations en scellement des ouvrages.
- ↳ Localisation : Selon plans et cahier technique

Création de sas de sécurité et protection de la poussière

L'objectif du SAS est de travailler de façon isolée, en sécurité, et de protéger les environnants.

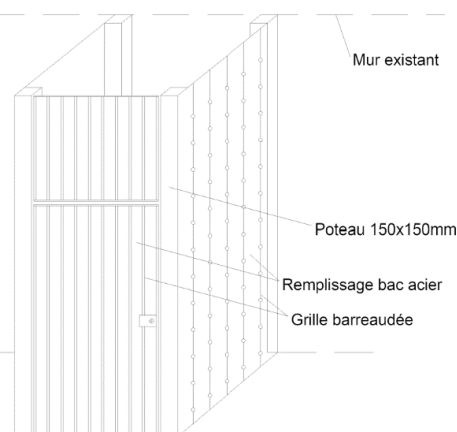
- L'entreprise installera plusieurs sas de protection barreaudés afin d'assurer la sécurité des ouvriers et des tiers à la demande des différents lots (au moins un mois à l'avance), en fonction du planning défini en réunion de chantier incluant tous accessoires de mise en œuvre et de fixation, y compris platine soudée pour la mise en œuvre de la serrure. Ce sas sera sur mesure et comprendra une porte baraudée et une ou plusieurs serrures de type Fresnes RIEP. Les variures de serrures seront selon l'organisation de l'établissement.
- Les éléments des sas pourront être récupérés au cours du chantier pour les montages qui suivront.
- Les sas seront constitués de grilles barreaudées + poteaux 150mm/150mm, seront toute hauteur (2,5m mini). Afin d'éviter que la poussière ne se disperse l'entreprise installera également des panneaux (bac acier, OSB, selon les cas et la criticité de la zone) de même hauteur qui serviront à bloquer la poussière. Au plafond, en fonction de l'implantation, un polyane pourra être suffisant.

Serrure « type Fresnes »



L'entreprise prévoira 4 sas utilisés de façon simultanée et pourra prévoir dans certains cas spécifiques une porte et serrure de chaque côté du sas.

↳ Localisation : Selon interventions



5.3 PORTES – HUISSERIES

5.3.1 PORTES CR3

Fourniture et pose de portes anti-effraction (CR3, 5 à 15 minutes de résistance par point d'attaque, outils manuels), gamme DOORTAL Nexus ou équivalent.

- Classée anti-effraction
- Anti-bélier 600kg
- L'épaisseur minimale des vantaux sera de 70mm, le ferrage de la porte sera assuré par charnières soudées et pions anti-dégondage. Les portes seront fabriquées en dimensions sur mesure afin de s'adapter à chaque configuration.
- Vantail en tôles d'acier galvanisé de 1.5 mm d'épaisseur et retour contre dormant de 15mm d'épaisseur.
- Renforts internes Omega
- Panneau de laine de roche, 40 mm d'épaisseur, 70kg/m3.
- Plaques de plâtre interne épaisseur 13mm.
- Serrure de sureté complète incluse, variure au choix du maître d'ouvrage

- Fixation avec écrou autocassant
 - **Coupe-feu une heure**
- ↳ Localisation : Selon plans et tableau annexe

5.3.2 BLOC PORTE RIEP

L'entreprise installera un bloc porte à cheviller de type RIEP

Équipement de sécurité blocs portes « SEP-RIEP »

- Bloc porte à cheviller
- Fixation avec écrou autocassant
- Bloc porte pour cellule.
- Huisserie métallique épaisseur 20/10e.
- 2 verrous en applique haut et bas (cellules)
- Porte en contre-plaqué épaisseur 39mm.
- Renforts métalliques latéraux d'épaisseur 20/10e.
- Fournie avec poigne métallique et œilleton (cellules).
- Serrure non fournie.
- Finition peinture poudre Epoxy pour les parties métalliques selon RAL indiqué.
- Utilisation intérieure
- Ferme porte (sauf cellules)

↳ Localisation : Selon plans, cahier technique et tableau annexe



5.3.3 MENUISERIE INTÉRIEURE BOIS

L'entreprise installera un bloc porte intérieur plein 93/2041.1 4

Caractéristiques :

- Huisserie bois
- Porte pleine un vantail.
- Dimensions : 0,93 x 2,04m de ht.
- Serrure de sûreté
- Finition à peindre

↳ Localisation : Selon plans, cahier technique et tableau annexe

5.3.4 SERRURE RENFORCÉE DENY 11852

L'entreprise installera une serrure renforcée Deny 11852

- Serrure en acier
- Têtière bouts ronds
- Traitement anticorrosion
- Serrure livrée sans gâche
- Course du pêne de 24 mm

↳ Localisation : Selon plans et tableau annexe

5.4 DIVERS

5.4.1 DÉPOSE ET REPOSE DES BOITES AUX LETTRES À 1.3M

L'entreprise déposera avec soins les boîtes aux lettres et les reposera à 1.3m.

↳ Localisation : Selon plans

6 MOBILIER

6.1 POSE DE PATÈRES

L'entreprise prévoira la fourniture et pose de patères de sécurité en caoutchouc monté sur platine aluminium de type RIEP.

Hauteurs et positions différentes comprises entre 900 et 1300 mm de hauteur.

↳ Localisation : Selon plans



6.2 MOBILIER DE LITS

L'entreprise installera dans la cellule modifiée un lit pénitentiaire simple adapté PMR.

- Lit métallique, structure tube acier 35 x 35 mm et sommier en tôle galvanisée 20/10 e perfore.
- Lit pénitentiaire simple PMR L.1985 x l.801 x H.655 mm
- Assemblages par Écrous indémontables.
- Pattes de fixation au sol et au mur.
- Peinture poudre Epoxy cuite au four

↳ Localisation : Cellule à aménager



6.3 MOBILIER ARMOIRES RGT

L'entreprise installera dans les cellules modifiées des armoires RGT de détention de type RIEP

- Mobilier de détention armoires
- Monobloc livré monté, en MDF mélaminé de 19 mm.
- Intérieur en aggloméré mélaminé et piétement métallique.
- Porte avec un usinage pour servir de poignée, charnières indégondables.
- Fermeture par loqueteaux magnétiques
- Armoire de 600 1 penderie avec fond avec porte à gauche.
- L.600 x P.500 x H.1800 mm

↳ Localisation : Cellule à aménager



6.4 MOBILIER BUREAU

L'entreprise installera dans les cellules modifiées des bureaux droit de détention de type RIEP adaptés PMR.

- Mobilier de détention bureau
- Monobloc livré monté, en MDF mélaminé de 19 mm.
- Intérieur en aggloméré mélaminé et piétement métallique.
- L.1400 x P. 800 x H.800 mm
- Localisation : Cellule à aménager

6.5 BULLE MIROIR D'ANGLE

L'entreprise prévoira la fourniture, fixation murale de bulle miroir d'angle dans les cellules à adapter : RSPRO, SETON ou équivalent IK10.

↳ Localisation : Selon plans, descriptif technique global, incluant, cellule de détention à adapter



7 SIGNALISATION DE REPÉRAGE ET BANDE D'ÉVEIL À LA VIGILANCE

7.1 SIGNALISATION DE REPÉRAGE NEZ DE MARCHÉ ET CONTREMARCHE DE LA 1^{ERE} ET DERNIÈRE MARCHÉ

La première et la dernière marche de chaque volée d'escalier seront pourvues d'une contremarche d'une hauteur minimale de 0,10 m visuellement contrastée par rapport au support.

Les nez de marche seront positionnés et fixés sur chacune des marches de l'escalier. Ils seront d'une couleur différente (grise, par exemple) pour réaliser un contraste visible minimum de 30 % et assurant la sécurité des utilisateurs. L'entreprise installera des nez de marches en aluminium brut avec gaufrage larmé antidérapant à visser.

↳ Localisation : Selon plans et cahier technique



7.2 BANDE D'APPEL A VIGILANCE

Les bandes d'éveil à la vigilance seront positionnées à un giron de marche, de la première marche sur les paliers. Elles seront sous forme de clous podotactiles inox plat sans tige à fixer sur le revêtement existant. Les longueurs des bandes d'éveil couvrent la largeur de l'embranchement. L'usage d'un gabarit sera nécessaire pour respecter les dimensions & l'espacement entre chaque clou.

L'entreprise installera des bandes d'éveil à la vigilance en inox

- Dalle podotactile à visser dimensions 412 x 600 mm
- Plaque inox percée de 5 trous, fixation par vissage
- BEV antidérapante

↳ Localisation : Selon plans et cahier technique



7.3 NETTOYAGE AU FIL DE L'EAU

Le nettoyage des ouvrages sera réalisé au fur et à mesure de l'avancement des travaux et concernera l'intégralité de la zone d'intervention (liste non limitative) :

- L'ensemble des menuiseries intérieures, extérieures et quincaillerie
- L'ensemble des sols et leurs plinthes
- Les revêtements verticaux y compris la faïence
- Les appareils sanitaires et leur robinetterie
- Les appareillages électriques

Si le nettoyage est jugé insuffisant lors de la réception de l'ouvrage, le Maître d'œuvre pourra, s'il juge nécessaire, faire réaliser les travaux complémentaires de nettoyage par une entreprise spécialisée et ce, à la charge exclusive de l'entreprise titulaire du présent lot.